

M. l'Orateur: Je m'excuse auprès du député de Calgary-Centre. Je sais qu'il demande la parole depuis quelque temps déjà, mais le représentant d'Egmont invoque le Règlement.

M. MacDonald: Monsieur l'Orateur, le ministre voudrait-il répondre à la première partie de ma question au sujet des changements de modèles, à laquelle le ministre de la Consommation et des Consommations n'a pu répondre?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, la plupart des innovations esthétiques, ou du moins un grand nombre d'entre elles, se répercutent sur la sécurité, mais des instances ont été faites à ce sujet. L'application des règlements de sécurité dans les domaines mentionnés par le député, par exemple les frais supplémentaires des changements de modèles, présente quelque difficulté.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je sais que le député d'Oshawa-Whitby aurait une question supplémentaire à poser, mais la présidence a accordé la parole au représentant de Calgary-Centre. Je donnerai la parole ensuite au député d'Oshawa-Whitby.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROJET D'ADHÉSION DE LA GRANDE-BRETAGNE AU MARCHÉ COMMUN—LA QUESTION DES EXPORTATIONS CANADIENNES DE PRODUITS AGRICOLES

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant ou au ministre de l'Industrie et du Commerce selon que l'un ou l'autre pourra y répondre. Étant donné l'imminence de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, le gouvernement canadien a-t-il reçu l'assurance que les produits agricoles canadiens continueront de jouir de conditions favorables au Royaume-Uni?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, la situation est actuellement très instable. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises, tant à Bruxelles qu'à Londres, afin de préserver le mieux possible nos exportations de grains vers le Royaume-Uni. La dernière fois, nous avons obtenu différentes concessions pour le jour où l'Angleterre mettra en application un système de taxation; nous espérons que la période de transition sera aussi longue que possible—il semble qu'elle va durer cinq ans—afin de permettre à nos exportateurs de s'adapter progressivement à la situation qui sera ainsi créée.

L'hon. M. Harkness: En ce qui concerne nos produits agricoles autres que le grain, avons-nous reçu l'assurance de pouvoir les exporter dans des conditions concurrentielles?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je crois que le mieux serait de fournir au député et peut-être à la Chambre une évaluation détaillée de la situation. Il me serait difficile de répondre pour chaque produit étant donné que les conditions varient pour chacun.

[M. MacDonald.]

L'hon. M. Harkness: Le ministre pourrait-il nous fournir cette évaluation sous forme d'une déclaration à l'appel des motions, par exemple, afin que toute la Chambre puisse obtenir ces renseignements?

L'hon. M. Pepin: Peut-être serait-il dangereux de procéder ainsi étant donné que ces négociations se poursuivent et que, comme je l'ai dit, la situation est sujette à fluctuations. Je suis prêt à avoir une conversation amicale avec le député.

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AUTOMOBILE—LES NORMES CANADIENNES DE SÉCURITÉ ET LA PRODUCTION NORD-AMÉRICAINNE

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire se rapporte à celle posée au ministre des Transports. Autrefois, les normes canadiennes de sécurité automobile avaient tendance à être simplement calquées sur les normes américaines, étant donné que la majeure partie du marché est située au sud de la frontière. Mais comme le nombre de véhicules actuellement produits au Canada constituent une fraction importante de l'ensemble du marché nord-américain, le ministre envisage-t-il d'améliorer les normes canadiennes de sécurité et d'influencer ainsi sensiblement la production automobile de l'ensemble du continent?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il y a à peine deux semaines j'ai eu des entretiens avec les principaux constructeurs d'automobiles, entretiens au cours desquels, j'ai exprimé, en termes généraux, notre désir d'établir indépendamment certaines normes de sécurité particulièrement applicables au Canada. Ces constructeurs ont réagi positivement. Peut-être plus que tout autre, le député connaît la complexité de cette question vu que nombre de véhicules fabriqués au Canada sont destinés aux États-Unis et vice versa. Mais, en résumé, nous essayons de faire précisément ce que le député demande.

* * *

LES AÉROPORTS

CALGARY—LA QUESTION DU RÉAMÉNAGEMENT

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Comme les aéroports internationaux ont énormément d'importance pour nos industries primaires—on nous l'a dit aujourd'hui au comité—le ministre, après avoir vu le maire de Calgary et avoir discuté de la question avec le ministre de la Voirie de l'Alberta, ferait-il une déclaration précise sur l'aménagement de l'aéroport international de Calgary?